

HALTE À LA RÉPRESSION EN KANAKY ! STOP À LA RECOLONISATION ! AUTODÉTERMINATION !



Le 14 mai dernier, le gouvernement français lançait une nouvelle offensive contre le peuple kanak. Après des mois de mobilisations pacifiques, le vote du dégel du corps électoral constitue une nouvelle provocation et confirme la recolonisation du territoire amorcée depuis 2021. Face à la révolte, comme par le passé, l'État français pratique une politique de répression féroce.

LE SOULÈVEMENT D'UN PEUPLE

Darmanin a taxé les militantEs indépendantistes de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain), de « voyous », de « mafieux », « non politiques »... C'est un procédé rodé des États impérialistes de criminaliser et disqualifier les coloniséEs. Mais la mobilisation en Kanaky est populaire. Des grèves dans plusieurs secteurs et des opérations de barrages filtrants ont paralysé le pays. Le mouvement est particulièrement fort dans la jeunesse qui se mobilise depuis plusieurs semaines contre cette nouvelle dépossession coloniale, mais aussi contre les discriminations racistes et sociales quotidiennes.

Trente ans après les accords de Nouméa, les inégalités sont abyssales. À compétences égales, ce sont les métropolitains qui occupent les emplois au détriment des travailleurEs kanaks. Véritable racisme systématique, cette hiérarchisation sociale est totalement revendiquée par les loyalistes qui veulent maintenir cet ordre colonial. Cette « *Légalité coloniale, cet "Ordre républicain", permet toutes les injustices* », écrivait le leader indépendantiste kanak Éloi Machoro assassiné en 1985 par le GIGN.

UNE RÉPRESSION COLONIALE TOUS AZIMUTS

La Kanaky est dans la liste des territoires de l'ONU qui sont des territoires à décoloniser. Mais pour l'État français, renoncer à sa colonie, c'est renoncer à 30% des ressources mondiales de nickel, aux ressources maritimes et à la position géostratégique du territoire pour assurer ses opérations militaires. L'État français opprime et

contact@npa2009.org

réprime le peuple kanak depuis plus de 170 ans, tentant de le rendre minoritaire en le diluant toujours davantage dans un corps électoral élargi.

Quand les manipulations démocratiques ne passent pas, c'est le choix d'une répression féroce qui préside. Couvre-feu, État d'urgence, répression dans le sang, vagues d'arrestations... C'est le vrai visage de l'État colonial qui a déployé un important dispositif de gendarmes, de CRS, du GIGN, du RAID relayé sur place par les milices loyalistes caldoches. L'histoire de la colonisation française en Kanaky est jalonnée de massacres. Les accords de Matignon en 1988, consolidés par ceux de Nouméa en 1998, censés assurer le droit à l'autodétermination du peuple kanak, sont piétinés par Macron. L'État colonial français ne sera jamais l'allié des Kanaks.

LE COMBAT DES KANAKS EST CELUI DE TOUS LES OPPRIMÉ-ES

Face à cette nouvelle provocation du gouvernement français, il faut démonter le discours colonial qui à longueur de médias décrédibilise et délégitime la révolte des Kanaks. Des mobilisations à l'initiative du Collectif Solidarité Kanaky, dont nous sommes partie prenante, sont organisées un peu partout. L'ensemble du mouvement ouvrier et de la jeunesse doit se solidariser avec le peuple kanak pour peser sur notre propre impérialisme.

Nous exigeons le retrait du projet de loi sur le dégel du corps électoral, la libération des prisonniers politiques, l'abandon des poursuites pour les inculpés, mais aussi le respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak avec l'ouverture de discussions pour un processus de décolonisation. Des Kurdes aux Palestinien·nes, la lutte des Kanaks est celle de tous les peuples opprimés dans le monde.



Le mardi 21 mai 2024

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission